



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL

novembre 2016 - n°156

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

Les filières filent-elles un bon coton ?

Page 3

VU DANS LA PRESSE & L'EDITION

Haïti : les acteurs solidaires réunis

La « terre magique » des paysans de Léogâne

L'homme politique haïtien, pire catastrophe du pays

Page 4

L'ACTUALITE DU CHF

Succès pour les 6^e Rencontres Nationales !

Des changements à la coordination en 2017

Le cyclone Matthew est encore présent dans tous les esprits et nous pouvions craindre qu'il assombrît l'atmosphère des dernières Rencontres Nationales du CHF à Guipry-Messac en Bretagne. Or, il en a été tout autrement grâce à la participation de plusieurs Haïtiens, acteurs de la vie sociale, politique et économique du pays. Merci à eux d'être venus témoigner de leurs initiatives et enrichir les débats qui furent foisonnants et fructueux, qu'il s'agisse d'éducation, de citoyenneté, d'environnement, de développement agricole... Les informations dont ils nous ont fait bénéficier nous invitent à repenser notre approche de l'aide à Haïti. Elles nous ont apporté la preuve que nous devons désormais non seulement passer de l'assistanat au partenariat, mais tendre à nous mettre en retrait, laisser les Haïtiens agir, créer et évaluer en toute autonomie leurs éventuels besoins, organisationnels, techniques ou financiers - tout en restant présents pour leur apporter notre soutien d'alliés.

Dans cette optique, nous avons choisi de vous parler aujourd'hui de ce qui pourra aider au redressement de l'agriculture, les filières de l'élevage, en nous appuyant sur la prestation de Michel Chancy, fondateur de Veterimed, secrétaire d'Etat à la production animale de 2008 à 2016 et professeur à la Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Environnement de l'Université Quisqueya (uniQ) de Port-au-Prince.

L'ARTICLE DU MOIS

Les filières filent-elles un bon coton ?

Commençons par la filière bovine. La production nationale de viande de bœuf couvre 95% de la demande. Le nombre de bovins en Haïti s'élèverait à environ 1 200 000 têtes, celui de caprins à 2,5 à 3 millions, de porcins à 1 000 000¹. L'élevage est donc une source de revenus importante pour les paysans. Ces animaux sont le patrimoine de 1 million de familles paysannes. Les difficultés proviennent des

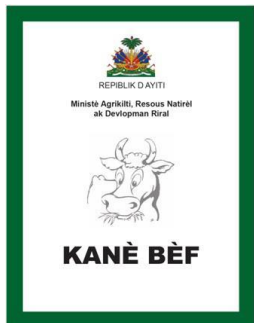
infrastructures : manque de laiteries, absence de contrôle de l'abattage par les autorités, et importance du vol de bétail.

A la suite de ce constat, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDP), a engagé en mars 2011 une concertation avec plusieurs institutions nationales (les Ministères de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, de la Justice et Sécurité publique, du Commerce et de l'Industrie, de la Santé publique et de la Population, la Police

¹ http://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/wp-content/uploads/2014/09/D%C3%A9pliant-du-r%C3%A9sum%C3%A9-r%C3%A9sultat-ENEPA-2013.pdf

Nationale d'Haïti, la Fédération Nationale de CASECs). Les ONG du secteur de l'élevage et les associations d'agents vétérinaires et d'éleveurs, la Fédération nationale des producteurs de lait haïtiens (FENAPWOLA), etc...

Il a donc été mis en place en 2013 un SIB (sistèm idantifikasyon bèt yo) ou Système d'identification du bétail. Le bilan en juin 2016 est positif : dans chaque commune, des agents vétérinaires ont été recrutés et formés pour réaliser les opérations d'identification. Environ 80% des bovins ont été identifiés. Les animaux ont maintenant une paire de boucles d'oreilles et un carnet pour lesquels les éleveurs ont versé une cotisation de 35 gourdes durant la campagne intensive et 110 gourdes actuellement. Toutes les informations sur ces animaux et leurs propriétaires sont enregistrées dans une base de données informatisées que l'on peut consulter sur internet.



Les cotisations des éleveurs se sont chiffrées à plus de 35 millions de gourdes. Elles servent à rémunérer les agents vétérinaires, les opérateurs de saisie des données, les gestionnaires du programme et le renouvellement du stock de matériel d'identification. D'autres moyens financiers ont été mobilisés : le Trésor public, la BID et la Banque Interaméricaine de Développement pour l'achat du stock de départ des intrants (boucles, carnets, vaccins) et certains équipements comme les réfrigérateurs solaires destinés à la conservation des vaccins dans toutes les 140 communes du pays. En concertation avec les autorités locales, environ 300 agents vétérinaires communautaires accrédités sont déployés comme contrôleur dans tous les points d'abattage des communes. Ce système a permis de diminuer drastiquement le vol des bovins et l'impunité de ces actes.

La filière lait a été mise en place avec une quarantaine d'organisation de producteurs de lait regroupées au sein de la FENAPWOLA (Fédération Nationale des Producteurs de Lait Haïtiens) créée le 20 décembre 2007. Vous trouverez l'annonce de sa création sur le site AlterPresse¹. De nombreux partenaires sont mobilisés en soutien ou en appui au développement de la filière laitière, filière stratégique pour l'Etat haïtien :

- Agences Internationales : FAO, PAM, BRESIL,

CANADA, CUBA, USAID, UE, JAPON

- ONG nationales : Veterimed, Koral, Heifer
- ONG internationales : AVSF
- Organisations paysannes : Fenapwola, Intervet
- Le Ministère de l'Agriculture : MARNDR

Le lait est une denrée périssable, les vaches donnent leur lait pendant 6 à 7 mois et les laiteries ont parfois des difficultés à répondre à la demande des consommateurs. Elles ne peuvent stocker leur production. Elles ont besoin d'un soutien qui pourra se faire grâce à un plan de renforcement de la logistique de commercialisation du lait local qui ne répond qu'à 20% de la consommation. Ce projet, présenté par Michel Chancy, sera soutenu par le Collectif Haïti de France.

La filière élevage caprin a permis une action rapide après le cyclone Matthew. Un appel à solidarité est lancé par une coalition de six institutions et associations haïtiennes pour permettre à des familles paysannes de reconstituer une partie du cheptel perdu. Il s'agit de : l'Université Quisqueya, Veterimed, Université Notre Dame, Koral, le Réseau national d'agents vétérinaires (INTERVET) et la Fédération Nationale des Producteurs de lait haïtiens (FENAPWOLA), qui ont entre elles de solides liens de collaboration.

Avec deux chèvres adultes prêtes à se reproduire, une famille peut avoir 4 à 6 chèvres dès la première année. Des expériences antérieures inspirées du système traditionnel de « gardiennage » ont montré que un an après, ceux qui avaient reçu 2 chèvres ont été en mesure de faire un don de deux chèvres à un autre bénéficiaire, une pratique qui entretient le sens de responsabilité et de solidarité. A la deuxième année, une famille qui a augmenté son troupeau à 4 chèvres peut espérer des revenus annuels 3 à 4 fois supérieurs à l'investissement de départ. Le programme est en train de démarrer dans plusieurs régions et vise la distribution de 10 000 chèvres à 5 000 familles. Le projet est en cours et vous pouvez y participer².



La filière avicole est loin de permettre l'approvisionnement du pays. La majorité des œufs sont importés en contrebande de République dominicaine où il existe, depuis 2008, le virus AH5N2 de l'influenza aviaire qui se transmet de volaille à volaille, mais qui ne

² Détails de l'opération à lire sur le site internet de Veterimed : [www.veterimed.org.ht/new/IMG/pdf/Soutenir_relance_elevage_Ha it i.pdf](http://www.veterimed.org.ht/new/IMG/pdf/Soutenir_relance_elevage_Ha%iti.pdf)

¹ www.alterpresse.org/spip.php?article6779

représente aucun danger pour l'homme. Les autorités haïtiennes considèrent qu'il existe toujours des risques de contamination de volailles haïtiennes qui constituent un danger pour la production avicole nationale. La viande de poulet provient, elle, en majorité des Etats-Unis. La reconquête d'une partie du marché national a progressé. Au cours de 5 dernières années, par exemple, la production est passée de 1 million d'œufs par mois à près de 8 millions, (de 3% de la consommation nationale à 25%). Cette progression permet de diminuer la dépendance aux importations. Pour poursuivre, il faut lutter contre la contrebande, les maladies avec la vaccination pour l'aviculture traditionnelle qui permet d'augmenter les revenus de la population rurale.

En ce qui concerne l'aquaculture, les stocks naturels de poissons en mer diminuent à travers le monde, et donc l'élevage de poissons est une opportunité qui se développe, même en Haïti. Grâce aux différents investissements publics et privés, de 2011 à 2014, la production annuelle est passée de 200 TM (Tonnes Métriques) à 550 TM. L'objectif est d'atteindre en 5 ans, 10 000 TM/an. Haïti dispose d'un important potentiel de développement de l'aquaculture et de la pêche en lac. Après Cuba, Haïti est le pays des Caraïbes qui possède le plus de ressources en eaux intérieures.

La filière fruit est développée par l'ANATRAF (l'Association Nationale des Transformateurs de Fruits). La transformation des fruits repose sur la production familiale. Le travail se fait à 80% à la main et la gestion des intrants (bocaux, sucre blanc importé) ne permet pas de générer des profits immédiats. Pour le marché local, il faudrait des emballages mieux

adaptés : plus petits et moins coûteux. Le marché formel destiné aux markets en ville, présente des exigences que les petits ateliers ne sont pas toujours en mesure de respecter.

Une dernière filière en projet : **le sucre**. La production de sucre de canne a quasiment disparu du pays. Il s'agirait de produire du sucre complet brun (rapadou en poudre) dans de petites unités. La production est aisée, l'investissement est peu important, et le stockage est facile. La culture de la canne à sucre est un bon apport à l'élevage, elle produit une gamme variée d'aliments : les feuilles de sa tête (amarres) disponibles pendant la saison sèche où sa valeur alimentaire est la plus élevée... C'est comme une réserve fourragère sur pied qui ne nécessite pas de stockage et qui convient aux ruminants.

La filière cacao est à mettre en place. Des coopératives fonctionnent dans la Grand'Anse et dans le Nord du pays (FECCANO en lien avec Ethiquable), mais la production n'est pas assez valorisée alors que le cacao haïtien est de bonne qualité.

Concernant la filière café, il existe un Institut National du Café d'Haïti (INCAH) créé par des associations de planteurs et les ONG œuvrant dans le secteur café en Haïti.

Les projets ne manquent donc pas. Le système d'identification des bovins est comme un pont qui permet de créer des faisceaux, des canaux et d'appuyer la décentralisation. Pour Haïti, *« le défi le plus important est de passer de la mentalité d'assisté à celle de créateur »*.

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

Ouest France – 12/11/2016 - Haïti : les acteurs solidaires réunis

Le Collectif Haïti de France a choisi Guipry-Messac pour sa grande rencontre nationale annuelle, qui a débuté hier après-midi. Quels potentiels pour un développement durable à Haïti ? C'est la question principale de la 6^e rencontre nationale des acteurs solidaires avec ce pays, qui se déroule depuis hier et jusqu'à dimanche, à la Maison familiale rurale (MFR) de Guipry-Messac, entre Rennes et Redon. Les membres du Collectif Haïti France (CHF) et une délégation d'élus haïtiens sont présents pour «échanger les expériences et les bonnes pratiques», notamment en matière d'agriculture. Daniel Laforest, président du collectif 35, précise : « L'objectif est de fédérer autour d'un projet commun pour en finir avec l'assistanat. Une nouvelle génération d'Haïtiens veut se prendre en charge. » L'idée n'est donc pas d'envoyer des millions d'euros, mais de cibler des actions pour aider concrètement les personnes au quotidien. Anne Patault, vice-présidente du conseil

régional chargée de l'égalité et l'innovation sociale, ajoute : « Les actions doivent être conduites dans le temps et la durée. L'aide internationale peut être nocive si les conditions de mise en place ne sont pas parfaitement étudiées. Nous devons penser une action décentralisée, dans un esprit de partenariat. Les solutions sont sur place, à Haïti. Il faut financer le développement durable, construire des solutions adaptées. »



Dans les hauteurs de Léogâne, les champs reprennent vie après Matthew grâce à la terra preta, une pratique agricole d'origine précolombienne. Surpris par la fertilité nouvelle de leurs sols, les paysans haïtiens l'ont surnommée la « terre miracle ». Les premières récoltes

de légumes ont commencé, elles permettront à 500 familles de se nourrir en attendant le retour des bananes, du maïs et des autres céréales l'année prochaine. Un programme soutenu par la Croix-Rouge suisse.

Courrier international - 25/11/2016 - L'homme politique haïtien, pire catastrophe du pays

Par Frantz Duval. Alors que les Haïtiens se sont finalement rendus aux urnes le 20 novembre pour élire leur président et leurs députés, les deux principaux rivaux se disputent encore la victoire. Cette éternelle instabilité inspire à cet éditorialiste un billet amer sur l'irresponsabilité des élites politiques du pays. Si on enlève les pertes encourues par Haïti à cause du séisme de 2010 et le coût des dégâts occasionnés par [l'ouragan] Matthew, on peut dire que la nature est assez clémente avec nous en dépit de tout. Un champ

de ruines pour les plus pauvres La nature est clémente parce que même en ajoutant dans la facture de nos malheurs les milliards de dollars perdus par la faute d'Inès (1966), d'Allen (1980), de Gordon (1994), de Georges (1998), de Jeanne (2004), de Fay, de Gustave, Hanna et d'Ike (2008), de Sandy (2012) et en y ajoutant les dégâts du Goudougoudou (2010) et de Matthew (2016), la mauvaise gouvernance de nos ressources et de nos problèmes nous a coûté plus cher [...]

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Un succès pour les 6 Rencontres nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti !

Pour cette 6e édition, les Rencontres Nationales se sont tenues à Guipry-Messac en Bretagne du 11 au 13 novembre. Organisées conjointement avec le Collectif 35 des Amis d'Haïti, les associations bretonnes de solidarité avec Haïti et la Région Bretagne, ces rencontres ont permis de rassembler plus de 100 participants. La présence et les interventions de Jean-Farreau Guerrier (Entrepreneurs du Monde Haïti), David Tilus (GAPE) et Michel Chancy (Veterimed, Université Quisqueya) autour du thème « Haïti : quels potentiels pour un développement durable ? » ont favorisé des échanges riches et ont permis d'identifier des pistes de mobilisation collective pour la suite. Les participants ont également pu partager des moments

de convivialité en musique. Le CHF remercie l'ensemble des participants et les intervenants ainsi que la Région Bretagne, Air Caraïbes et l'Agence Française de Développement pour leur soutien.



Des changements à la coordination en 2017.

Après 5 ans passés au CHF, d'abord en tant que volontaire en service civique, puis en tant que chargée de mission et coordinatrice, Mathilde Ory a informé le CHF de son souhait de quitter l'association début 2017. Elle laisse ainsi la place à de nouvelles énergies ! Céline Deboffe, qui est arrivée il y a un an, sera désormais chargée de la coordination de l'association à partir de février. Et pour garder un duo à la coordination du CHF, Maïa Nardelli, qui a achevé il y a quelques mois une mission de service civique pour la restructuration du

programme Manman Bèf, a réintégré l'équipe du CHF début décembre en tant que chargée de mission.

Une autre personne a également rejoint l'équipe en ce début de mois : Inès, qui partira dès janvier en Haïti pour une mission de service civique auprès du Groupe Medialternatif. Sa mission de 6 mois visera à capitaliser sur les expériences et les projets soutenus par les associations membres et leurs partenaires en Haïti. Des changements qui s'accompagneront donc de nouvelles dynamiques !

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Edwinn COULANGES, Ghislaine DELEAU, Geneviève GREVECHE, Reynold HENRYS, Rita JACQUES, Bernard LERAY, Elisabeth MERARD.

Directeur de publication : Paul VERMANDE.

Tél : 01 43 48 31 78 /comiteredaction@collectif-haiti.fr/ www.collectif-haiti.fr